

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 14 NOVEMBRE 2022

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 7 novembre 2022, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 14 novembre 2022 à 19 h 00, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

PRESENTS = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Jean-Henri LAURENT, Olivier ROBIN, Annie COLOMB, Radikah JUMMUN, Sylvie CHARDEYRON, Eric TRINQUET, Denis COLLET, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte CHEMIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Séverine DEBUS qui donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET
Jean-Michel LEGRAND qui donne pouvoir à Olivier ROBIN
Nathalie TISSOT qui donne pouvoir à Sylvie CHARDEYTON
Florence GAUTHIER qui donne pouvoir à Annick SERRE
Umus PERRONNE qui donne pouvoir à Bernard TAVERNIER
Thomas GIRARD qui donne pouvoir à Brigitte CHEMIN
Nathalie ROMANET
Mihrican AVCI

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal, à la demande du Trésorier d'Oyonnax, de solder l'amortissement de subvention pris en charge à tort en 2020 et en 2021 dans le budget communal.

Il convient d'autoriser le Trésorier à solder ce compte par débit du compte 1068 et crédit du compte 13912 pour un montant de 17.008 €

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS,

- **APPROUVE** la proposition ci-dessus exposée,
- **AUTORISE** le solde de l'amortissement de subvention,

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-préfecture de Nantua le
Publication ou affichage le
Jean-Pascal THOMASSET
Maire de Nantua

Le Maire,

Jean-Pascal THOMASSET



- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.